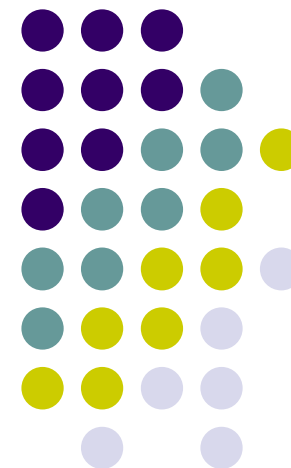
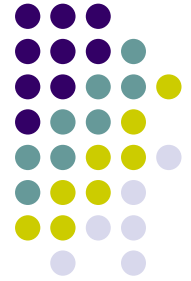


L'Ile-de-France face à la crise

CDEIF – 24 juin 2009

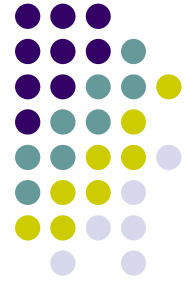


L'Ile-de-France face à la crise



- 1) Points de repères sur la crise
- 2) Comprendre pour agir
- 3) Le plan d'action régional

Points de repères sur la crise



Une **crise essentiellement financière à l'origine** (les « subprimes n'ayant fait que mettre au jour les limites de la finance contemporaine) :

- Excès de liquidités à l'échelle mondiale (politique monétaire américaine, excédents commerciaux chinois, hausse du prix du pétrole jusqu'en 2008...) facilitant l'émergence de bulles spéculatives.
- Priorité donnée au court terme et à la financiarisation des entreprises (contraire à des logiques d'investissement).
- Créativité croissante en matière de produits financiers (de plus en plus déconnectés des fondamentaux), le tout appuyé sur des principes discutables :
 - Les marchés s'auto-régulent (la régulation institutionnelle est coûteuse)
 - Le refus d'envisager un risque de liquidité et le risque systémique (logique du « too big to fail »)

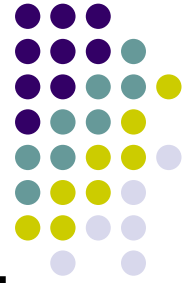
Points de repères sur la crise



- La titrisation : un progrès technique mais la qualité de l'information n'a pas suivi : agences de notation mais pas seulement (les marchés financiers fonctionnent au prix et à la quantité plus qu'à la qualité !).
- La montée en puissance de risques systémiques dans le cadre de marchés financiers désormais mondialisés où la part des transactions de gré à gré est largement majoritaire (importance de la confiance !).
- Des normes comptables procycliques (« fair value ») qui accélèrent la propagation de la crise (après avoir dynamisé la croissance !).
- Les modalités de rémunération des traders (privilégiant la prise de risque à court terme)...

La dimension financière de la crise n'est toujours pas épuisée : évaluation des actifs toxiques des banques européennes reste à faire + quelques bombes à retardement potentielles (comme dette LBO).

Points de repères sur la crise



Mais qui traduit plus profondément encore **des déséquilibres macro-économiques à l'échelle mondiale** :

- Une consommation portée par un endettement croissant.
- Des écarts de revenus en hausse au sein des pays développés (effets en termes de stagnation du pouvoir d'achat, d'implosion des classes moyennes, de déclassement social...) sous l'effet de la concurrence mondiale et aussi de la révolution TIC.
- Un mode de croissance non soutenable à terme (raréfaction des ressources naturelles, y compris alimentaires) alors que l'économie mondiale s'est structurée sur le principe de la baisse tendancielle des coûts de transports.
- Un modèle de développement fondé massivement sur les exportations pour la Chine (au détriment de la consommation) et, dans une moindre mesure, pour l'Inde.
- Une économie mondiale fortement déséquilibrée (Etats-Unis / Chine) avec des risques accrus de tensions monétaires dans un contexte de montée en puissance du continent asiatique.

Points de repères sur la crise



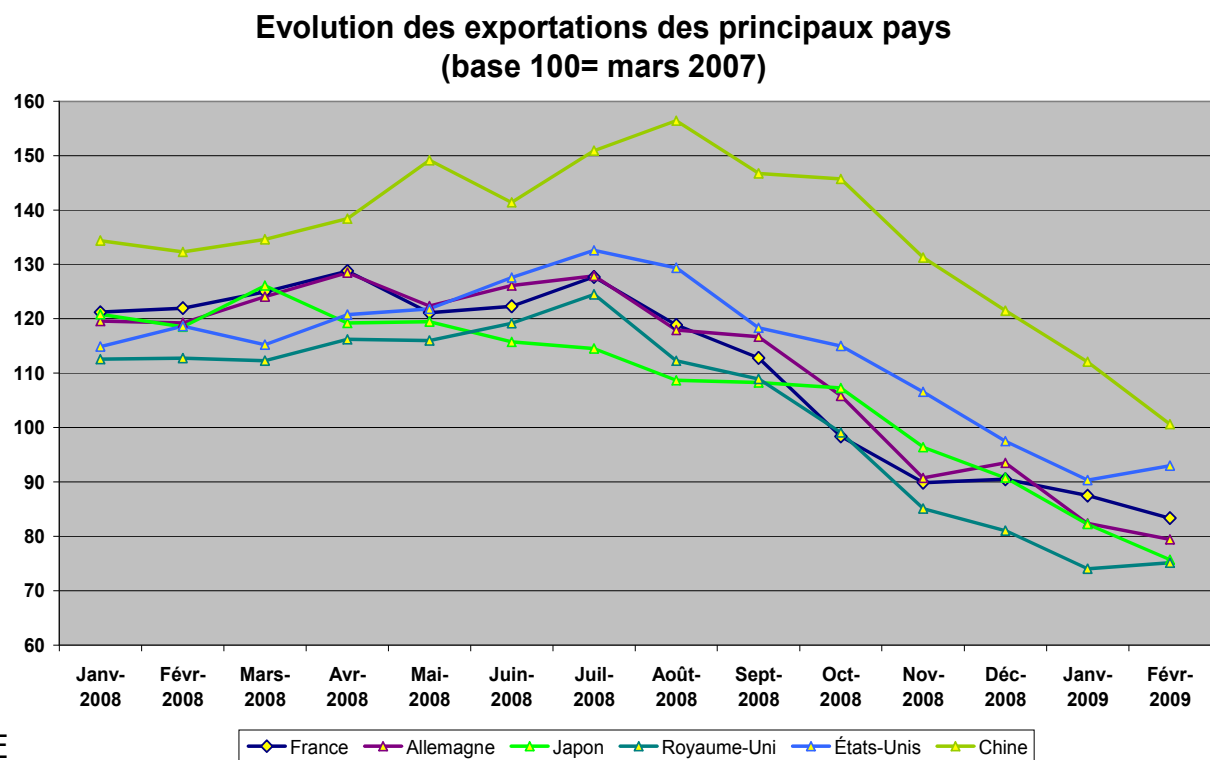
Une situation qui rend très difficile les prévisions sur l'ampleur et la durée de la crise du fait des nombreux canaux de transmission - potentiellement puissants - entre la finance et l'économie réelle :

- Baisse de la valeur des actifs des entreprises (y compris les banques) qui rend toxiques certains crédits viables à l'origine (effet de second tour sur le crédit immobilier ?), fragilisant ainsi le système financier, d'autant moins en capacité de financer l'économie réelle.
- Dette des Etats qui menace l'avenir (impôts et/ou inflation) tout en conduisant à une hausse des taux d'intérêt et à des effets d'éviction avec, dans certains cas, des risques de faillite.
- Retrait des investisseurs dans les pays émergents (souvent endettés en dollars ou en euros) : ralentissement de l'activité économique + tensions monétaires (baisse de la valeur de la monnaie locale + hausse des taux d'intérêt).

Points de repères sur la crise



- Contraction du commerce mondial (et donc des exportations comme moteur de la croissance).

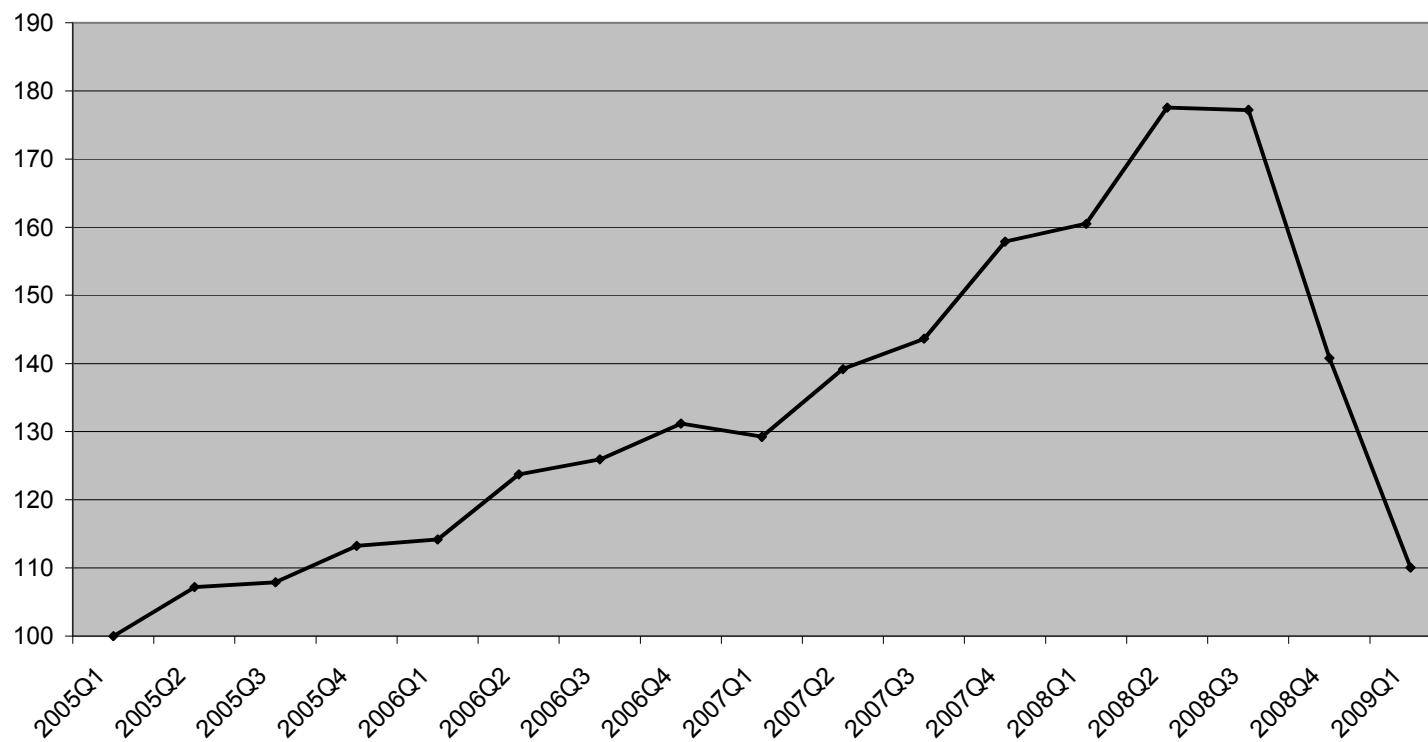


Source : OCDE

Points de repères sur la crise



Evolution trimestrielle des exportations mondiales 2005-2009
(2005 T1 = 100, en dollars EU courants)



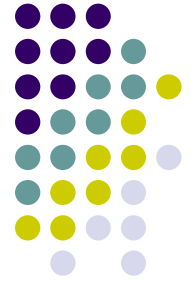
Source : OMC

Points de repères sur la crise



- Investissement (difficulté à se financer + prévisions d'activité négatives); reprise de l'investissement supposera désendettement préalable.
- Consommation (hausse du coût du crédit + hausse du chômage + anticipations des ménages).
- Baisse de la valeur des actifs immobiliers en plus des actifs financiers : effet richesse sur les patrimoines.
- Financement de la protection sociale et des retraites de plus en plus problématique ; risque de multiplication des conflits intergénérationnels, d'accroissement des inégalités et de baisse de la consommation.
- Déséquilibres monétaires : risque de déflation... mais aussi de rebond inflationniste, vu la liquidité créée par les banques centrales pour juguler la crise !

Points de repères sur la crise



Une situation inédite : première crise synchronisée à l'échelle mondiale à la fois financière et réelle.

Pas de points de repères historiques ni de grille de lecture a priori.

Cette crise va accélérer des tendances préexistantes (montée en puissance des pays émergents, de plus en plus spécifiques), accélérer certaines mutations préexistantes (industrie automobile) et obliger à revoir le modèle antérieur (plus viable et non généralisable à l'échelle du monde).

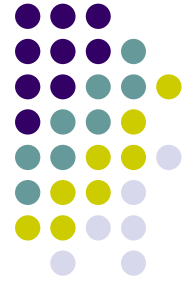
Points de repères sur la crise



On peut notamment anticiper des effets dans les domaines suivants :

- Revalorisation de la puissance publique (Etat investisseur, pompier, régulateur, stratégie...) y compris à travers la prise de conscience d'une meilleure coordination internationale d'activités commerciales et financières.
- Redéfinition de la nature et des modalités de la régulation financière (tenir compte des bulles et pas seulement de l'inflation ou des normes prudentielles)..
- Remise en cause du rôle du dollar et tensions monétaires accrues au sein de la zone euro.
- Risque de protectionnisme plus ou moins assumé et de relocalisation de certaines activités (renforcement de zones économiques à l'échelle mondiale ?).
- Evolutions dans la spécialisation des territoires (effets des disparitions d'entreprises + tendances à la relocalisation dans certains secteurs).

Points de repères sur la crise



- Evolution des modes de consommation aboutissant à une nouvelle segmentation des biens et services :
 - Fondamentaux (agro-alimentaire) ou « contraints » (communication) ;
 - Liés à des évolutions structurelles (services à la personne, sécurité, santé dans un contexte de vieillissement, y compris en Chine !) ;
 - Dynamisés par la crise :
 - ✓ Faire des économies (déstockage, fast food, commerce en ligne, maxidiscompte...)
 - ✓ Profiter d'incitations fiscales (mises aux normes des bâtiments)
 - ✓ Compensation (achats d'impulsion, loisirs, produits de beauté...)
 - Pénalisés par la crise : produits de marque de fabricants de consommation courante, automobile de milieu de gamme...

Points de repères sur la crise



En résumé la crise aura des effets très différenciés selon les secteurs du fait des changements d'habitudes, certains secteurs étant plus impactés que d'autres par les mutations de la demande et ayant des temps de cycles différents.

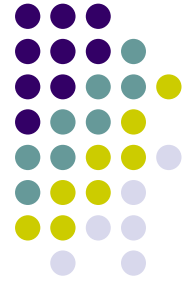
Certains cumulent les effets, parfois contradictoires (bâtiment à la conjonction d'une crise de la demande, de l'épuisement de certaines ressources et des enjeux climatiques) ce qui rend les prévisions d'activité d'autant plus difficiles.

Elle risque aussi d'avoir des effets différenciés sur les entreprises en fonction de leur taille et de pénaliser au premier chef les PME moyennes qui sont les plus fragiles (et qui sont déjà sous-représentées en IDF).

Elle aura aussi des effets très différenciés sur les territoires en fonction de la nature des activités qui s'y déploient et des caractéristiques socio-économiques de la population résidente.

Une situation complexe avec plusieurs futurs possibles.

Points de repères sur la crise



La France est a priori moins touchée pour plusieurs raisons :

- Système financier mieux régulé.
- Taux d'épargne plus important.
- Protection sociale.
- Poids de l'emploi public.
- Croissance faible et chômage élevé avant 2008.
- Spécialisation économique moyenne.

Cette préservation relative sera aussi fonction de la durée de la crise ; elle risque également de produire des retards au démarrage lorsque la croissance reviendra (effets d'hystérésis sur l'emploi et le tissu des entreprises susceptibles de générer également des goulots d'étranglement en cas de redémarrage de la croissance)

Points de repères sur la crise



Dans ce contexte, la stratégie de la Région repose sur un postulat et deux axes d'intervention.

Postulat :

Cette crise est durable et il n'y aura pas de retour au statu quo ante à plus ou moins long terme.

Axes d'intervention :

- A) Comprendre (expliciter la nature, la durée probable de la crise ainsi que les évolutions éventuellement différentes de l'IDF /moyenne nationale) : forme de contribution à l'intérêt général pour une institution chef de file du développement économique.
- B) Agir (en faisant monter en puissance certains dispositifs et/ou en prenant des mesures d'urgence) pour traiter les problèmes du moment mais aussi pour préparer l'avenir par des actions structurantes (soutien au développement durable, plans filières, promotion de l'IE...).

Comprendre pour agir



Une situation très difficile à interpréter : nécessité de croiser la réflexion théorique, les expériences historiques (crise de 1929, de 1907 mais aussi et surtout crise japonaise des années 1990 et crise bancaire suédoise) et un suivi fin de la conjoncture.

Ce qui est déjà difficile à l'échelle d'un pays ou d'un groupe de pays l'est encore davantage à l'échelle d'une région comme l'IDF (atypique par rapport au reste du pays, plus ouverte sur le monde et pour laquelle il existe moins de données statistiques qu'à l'échelle nationale).

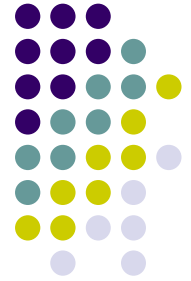
Comprendre pour agir



Enjeux d'un suivi de la conjoncture :

- Trouver les bons indicateurs (pertinence, mise à jour régulière...) dont des indicateurs avancés.
- Définir les modalités de présentation et les rythmes d'actualisation pertinents.
- Prendre des données d'enquêtes (sur le réalisé et le prévisionnel) et des fichiers administratifs.
- S'appuyer sur des chiffres issus de la statistique publique et des fédérations professionnelles.
- Croiser les indicateurs entre eux et les déconstruire (modalités de construction, marges d'erreur...).
- Extrapoler les tendances.
- Construire un indicateur synthétique à l'échelle régionale ?

Comprendre pour agir



Tout en prenant en compte :

- les effets des changements de nomenclature (DEFM + secteurs d'activité).
- les modifications de systèmes d'enregistrement statistiques dans certains ministères (immatriculations + construction).
- certaines nouveautés (statut d'auto-entrepreneur).
- les effets du plan de relance (prime à la casse).

.

Comprendre pour agir



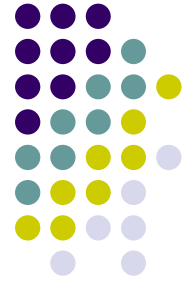
Mise en place d'un groupe de travail avec la DR de l'INSEE, Pôle Emploi, la DRTEFP, la banque de France, la recette générale des Finances, le CROCIS (CCIP), l'IAU IDF avec pour objectif d'analyser la crise et apprécier ses effets pour la Région (quelle évolution par rapport à l'échelle nationale ?) :

- en mutualisant l'information disponible et en croisant les visions ;
- en portant un regard critique sur le fonctionnement des indicateurs ;
- en testant certains indicateurs ;
- en repérant les manques et examiner les pistes pour les combler (cf. mesure de la consommation à l'échelle régionale).

Livrable : le point de conjoncture régional

NB : Réunion du groupe de travail 3 ou 4 fois par an et des extensions sont à l'étude à des fédérations professionnelles, des instituts de conjoncture, des analystes économiques...

Comprendre pour agir



Le point de conjoncture régional comprend 4 sections :

- Marché du travail
- Entreprises
- Consommation
- Construction et immobilier

Un souci de lecture aisée.

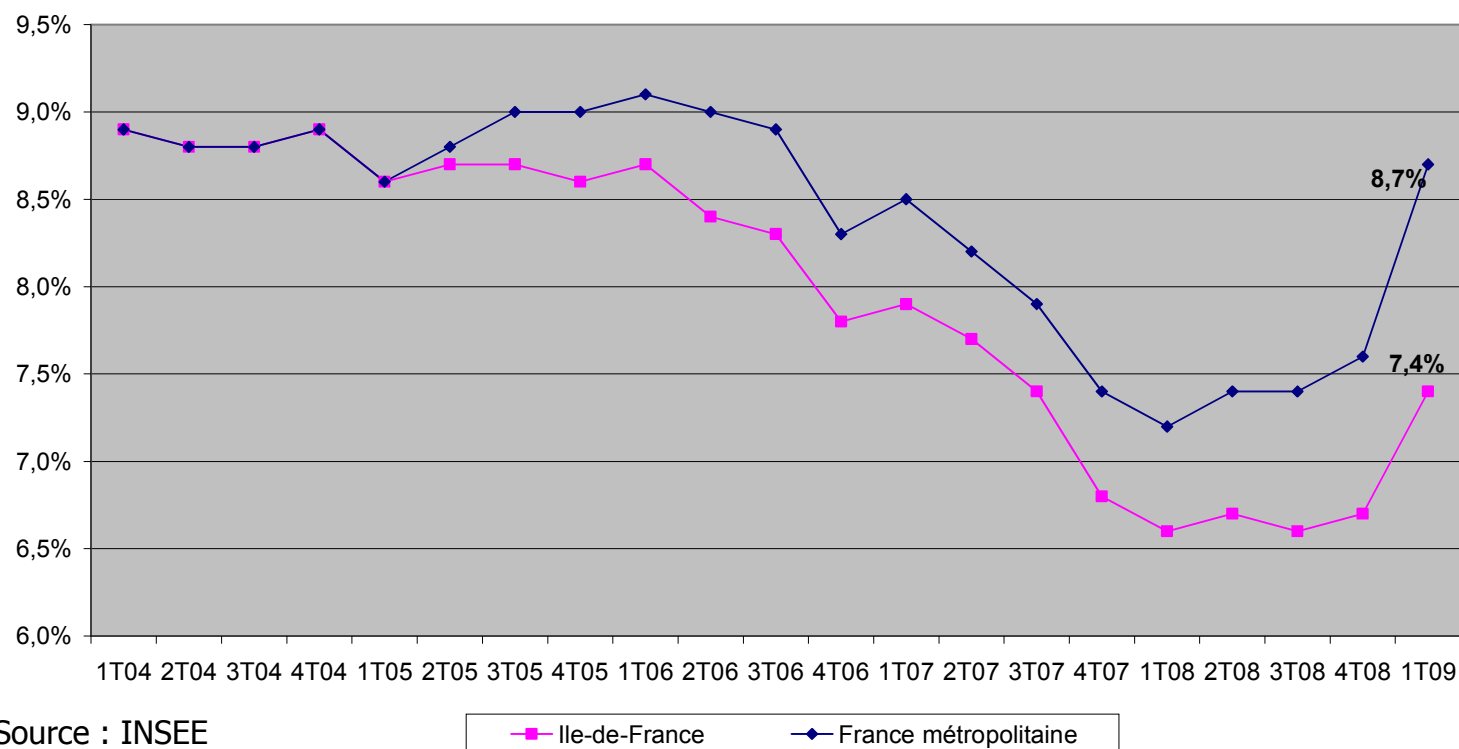
Principe : mise à jour en temps réel.

Comprendre pour agir



Un taux de chômage qui soutient avantageusement la comparaison nationale...

Evolution comparée du taux de chômage en France métropolitaine et en Ile-de-France depuis 2004 (en %)

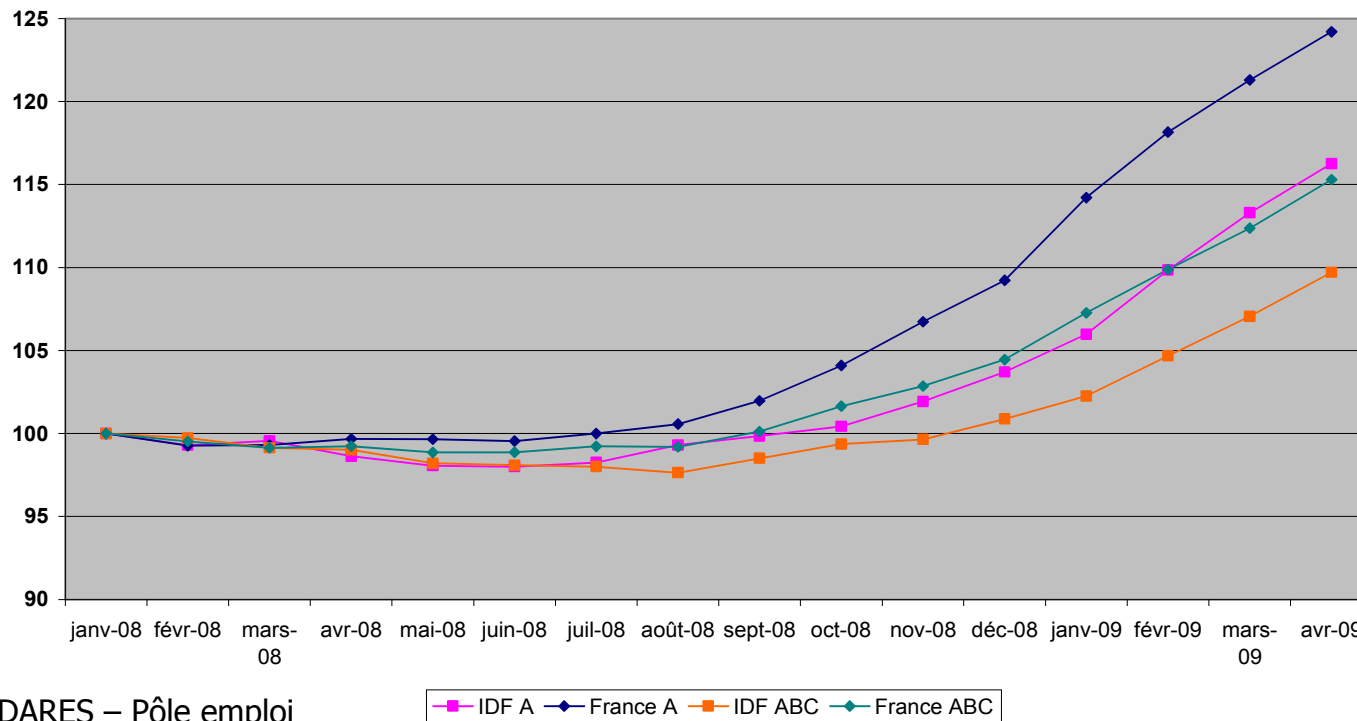


Comprendre pour agir



... mais avec une hausse de la demande d'emploi désormais plus rapide qu'en France

Evolution des demandeurs d'emploi selon la catégorie (données CVS, base 100 = janvier 2008)



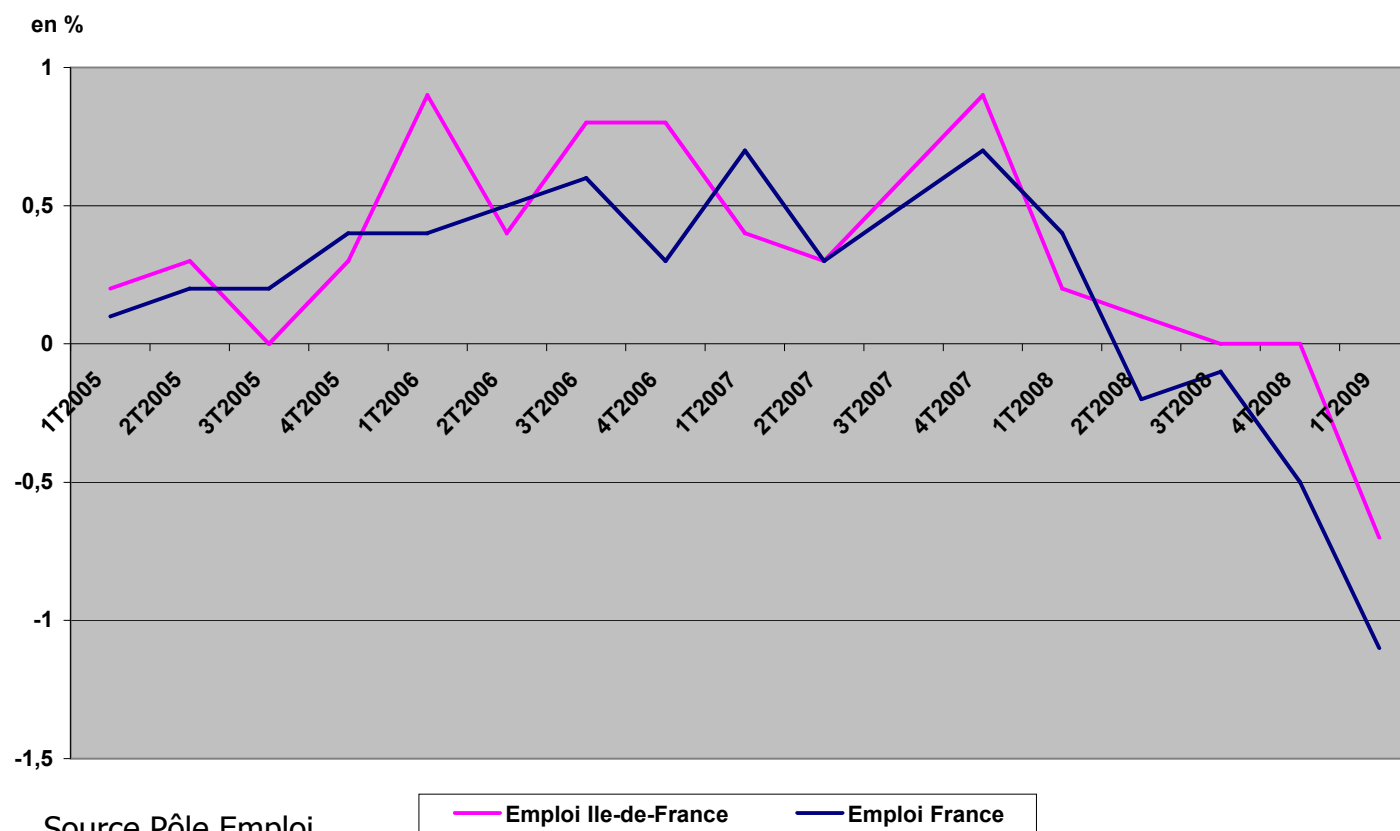
Source : DARES – Pôle emploi

Comprendre pour agir



Et des destructions d'emplois massives...

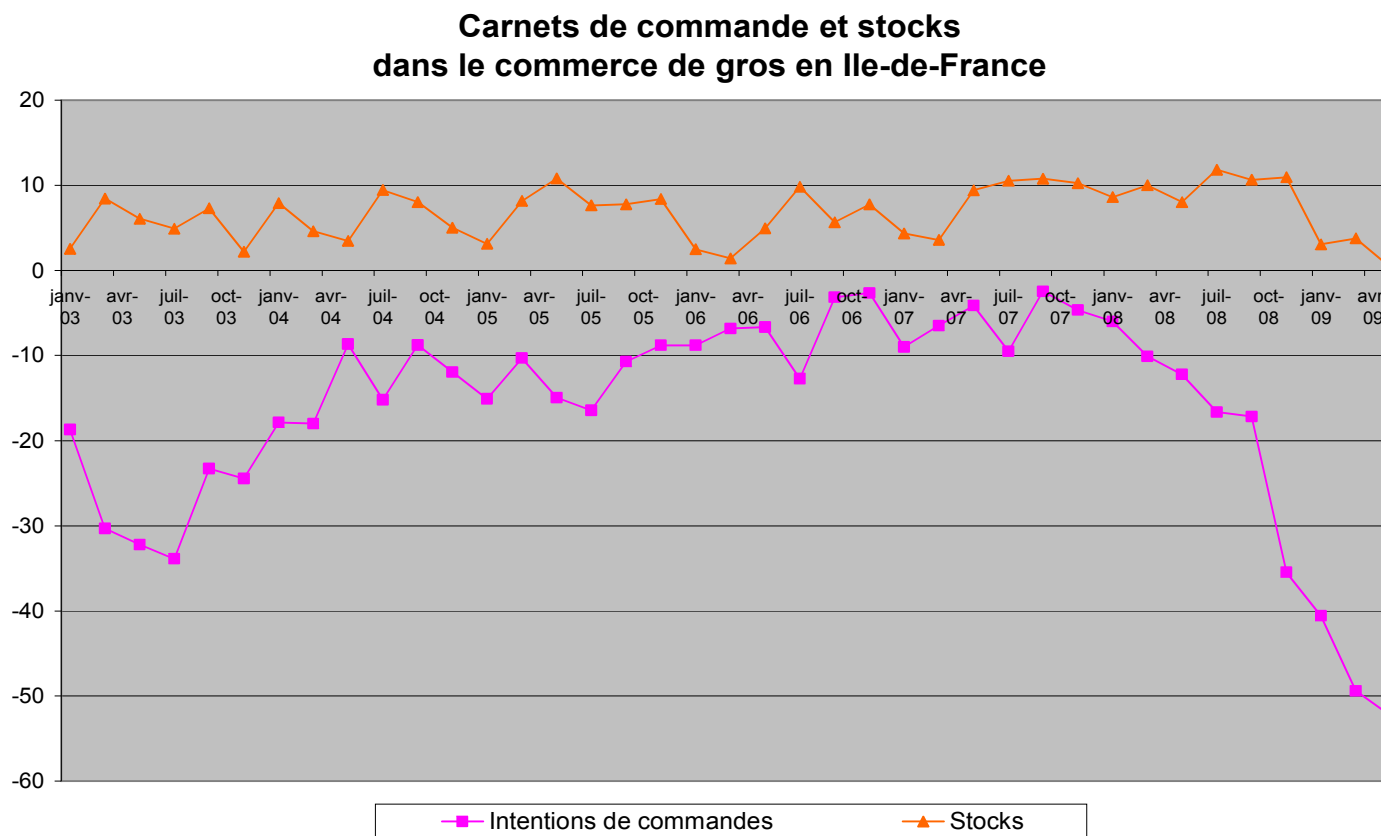
Evolution trimestrielle de l'emploi salarié en % (données CVS)



Comprendre pour agir



L'activité des entreprises est très affectée...

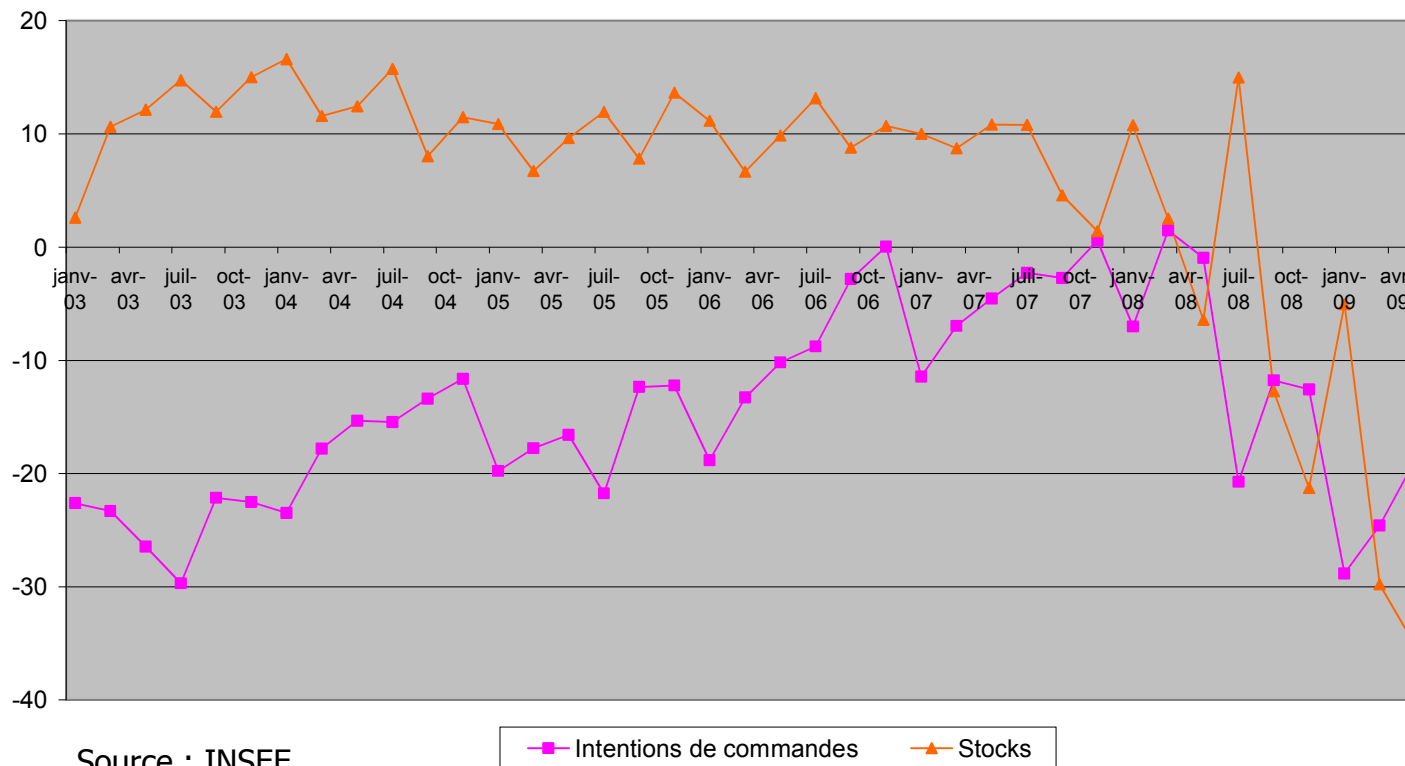


Source : INSEE

Comprendre pour agir



Carnets de commande et stocks en Ile-de-France dans le commerce de détail

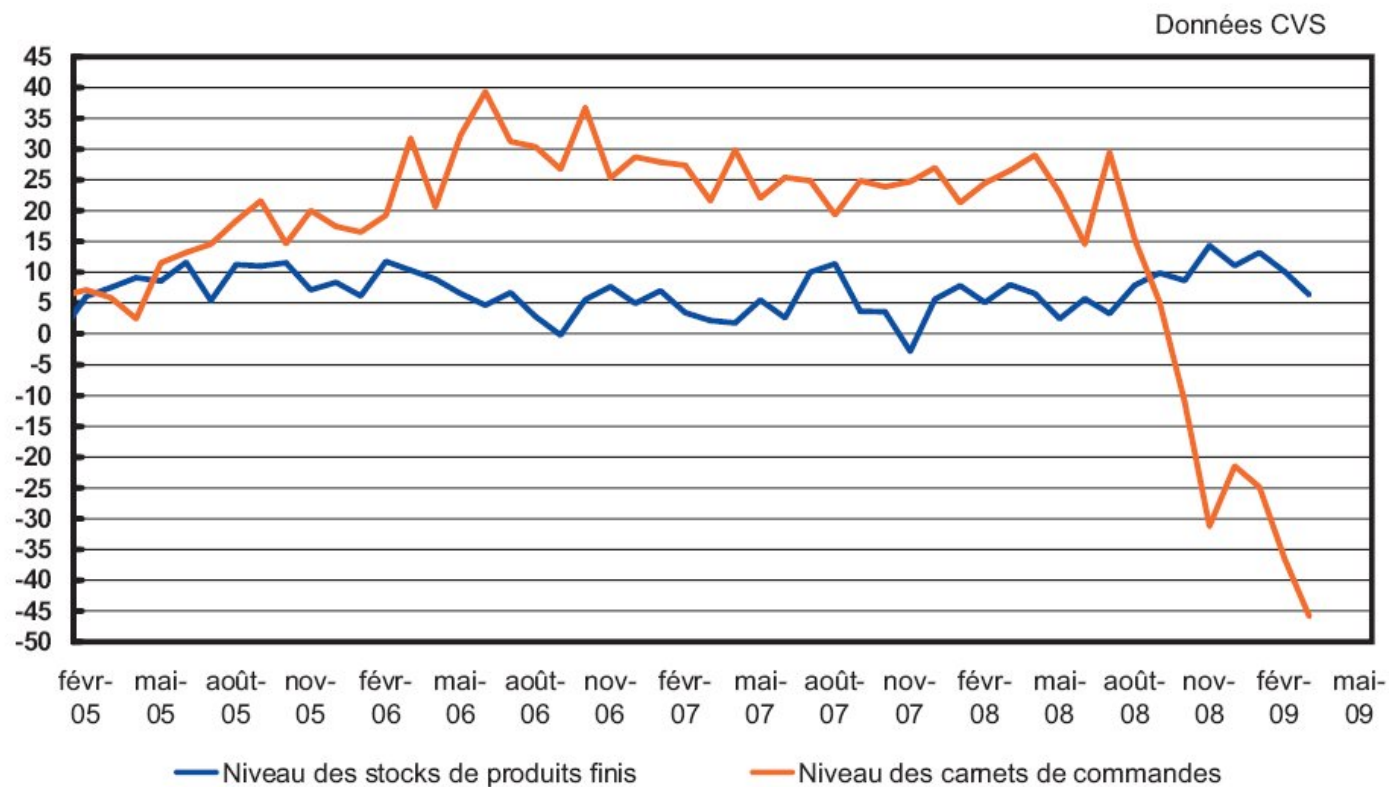


Source : INSEE

Comprendre pour agir



Situation des carnets et des stocks de produits finis (en solde d'opinions)

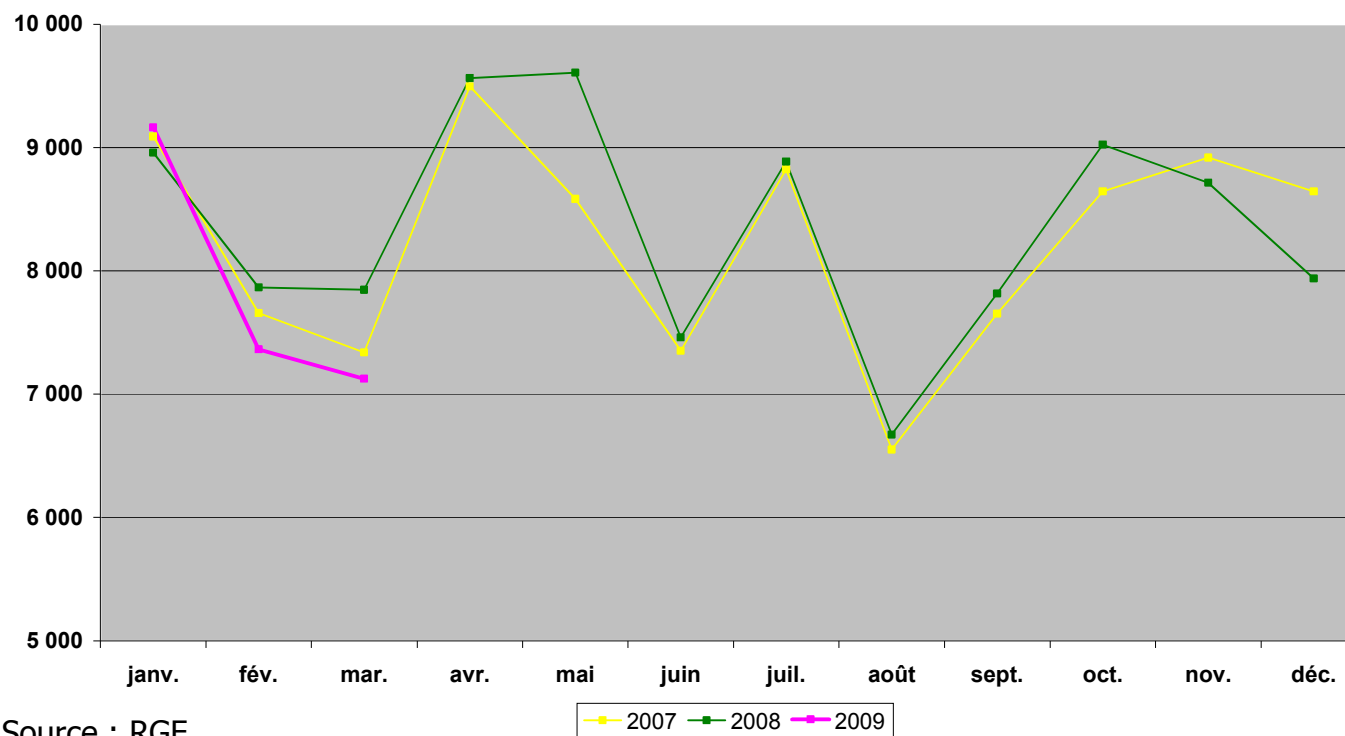


Source : Banque de France

Comprendre pour agir



Evolution comparée des montants de TVA brute collectée par les PME franciliennes (en M€)



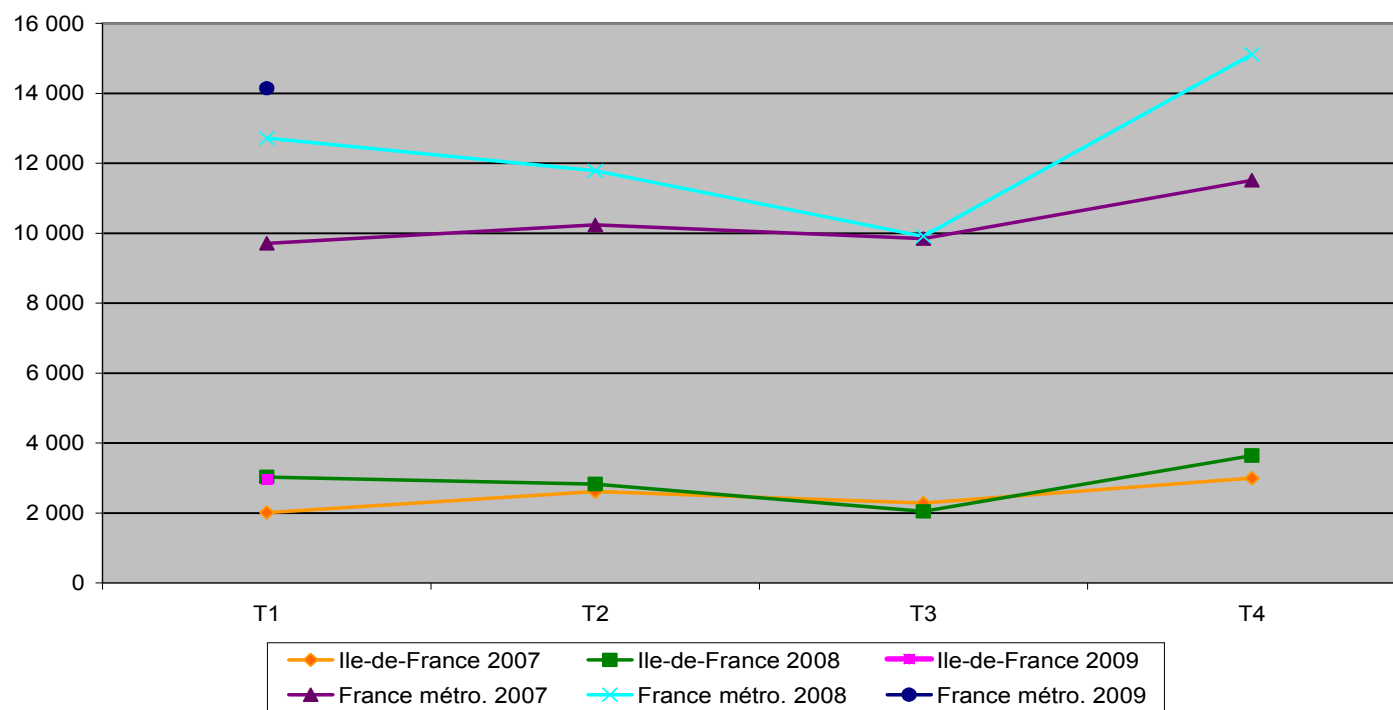
Source : RGF

Comprendre pour agir



... Mais les défaillances d'entreprises sont proportionnellement moins nombreuses qu'à l'échelle nationale

Les défaillances d'entreprises 2007-2009 en France et en Ile-de-France
(données brutes)



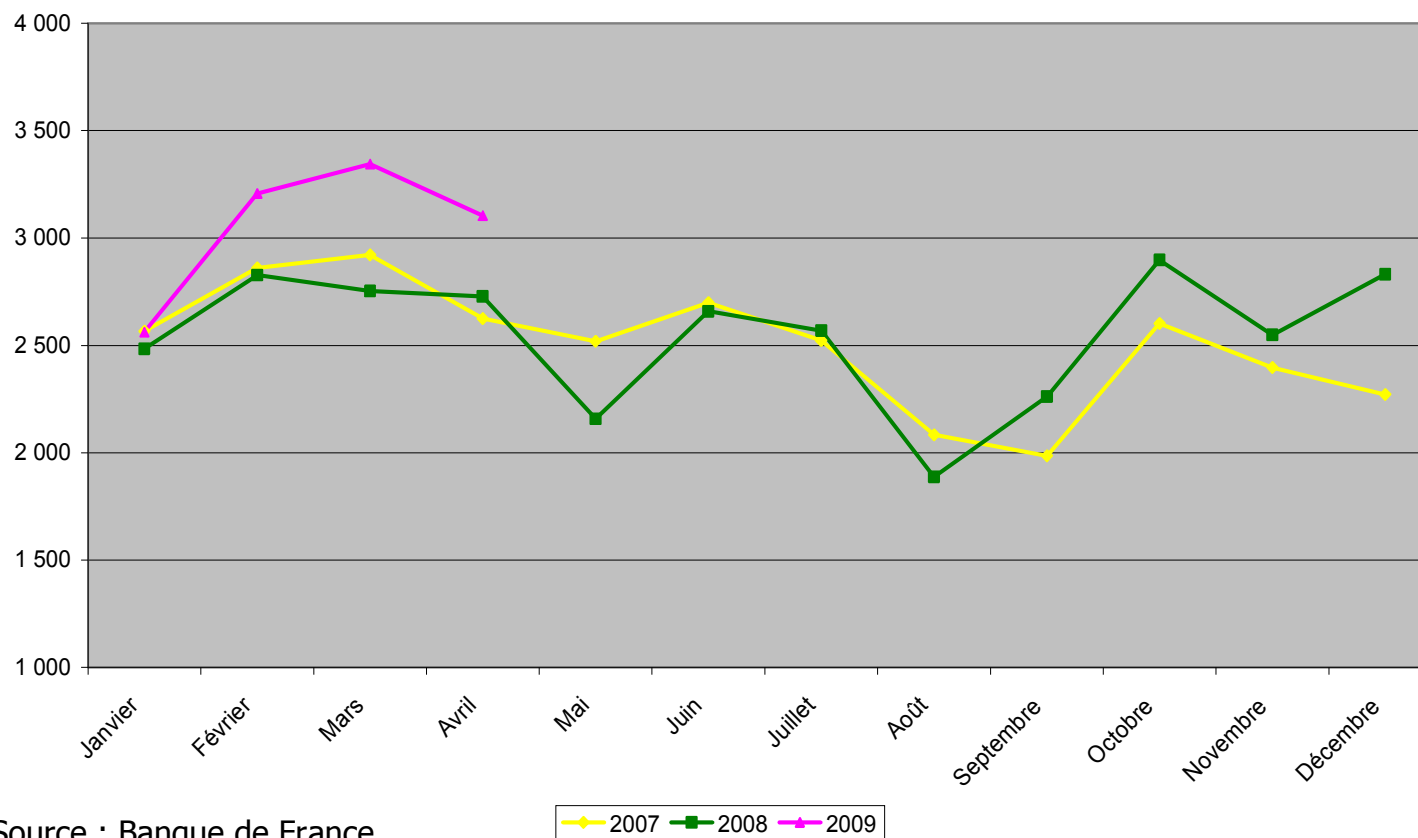
Source : BODACC

Comprendre pour agir



Les difficultés financières des ménages tendent à s'accroître...

Nombre de dossiers de surendettement déposés en Ile-de-France



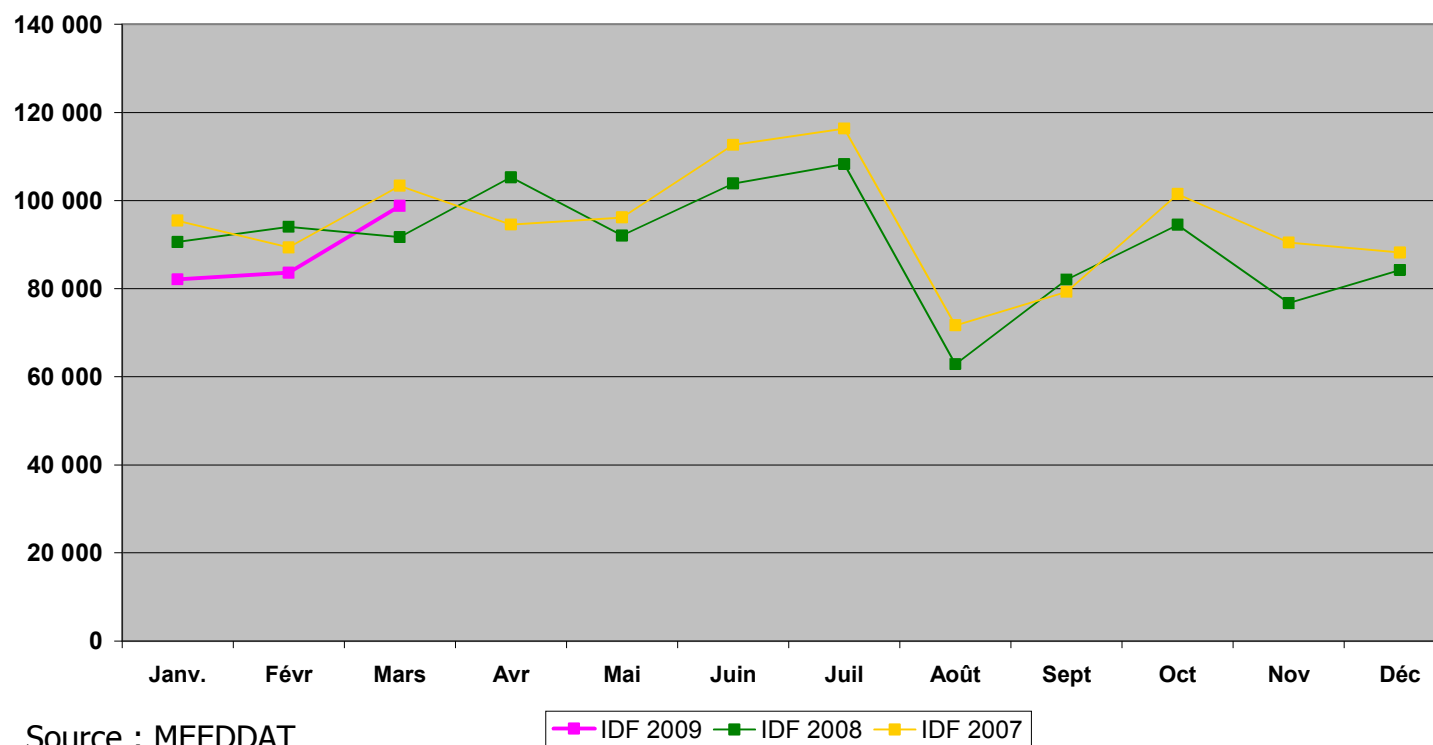
Source : Banque de France

Comprendre pour agir

Même si certains indicateurs de consommation paraissent bien résister...



Immatriculations de voitures (neuves + occasions) en Ile-de-France



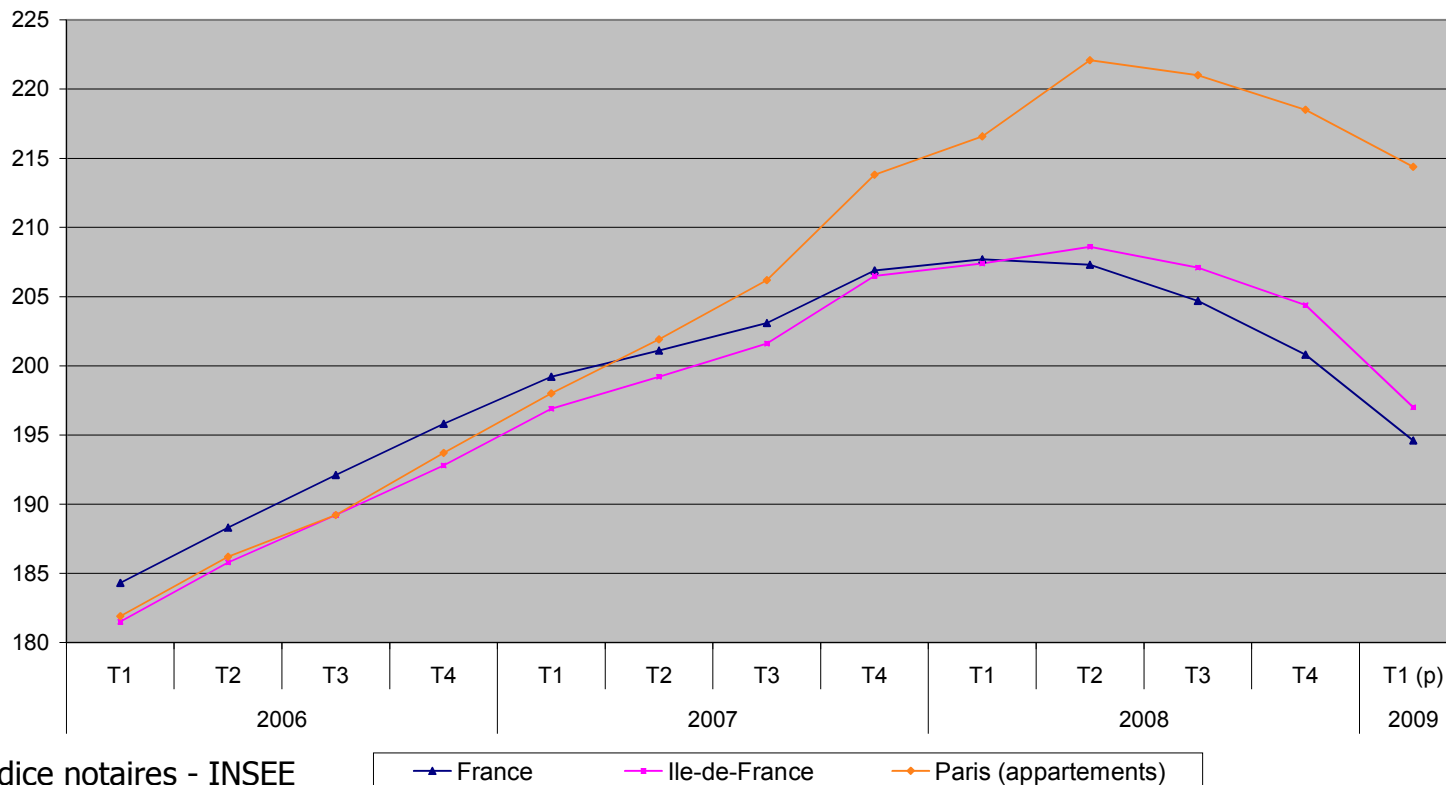
Comprendre pour agir

Des prix immobiliers qui chutent moins vite qu'à l'échelle nationale, mais uniquement du fait de la bonne tenue des prix parisiens et de la faiblesse des transactions...



Indice trimestriel des prix des logements (CVS)

(Appartements et maisons anciens base 100 au T4 2000)



Source : indice notaires - INSEE

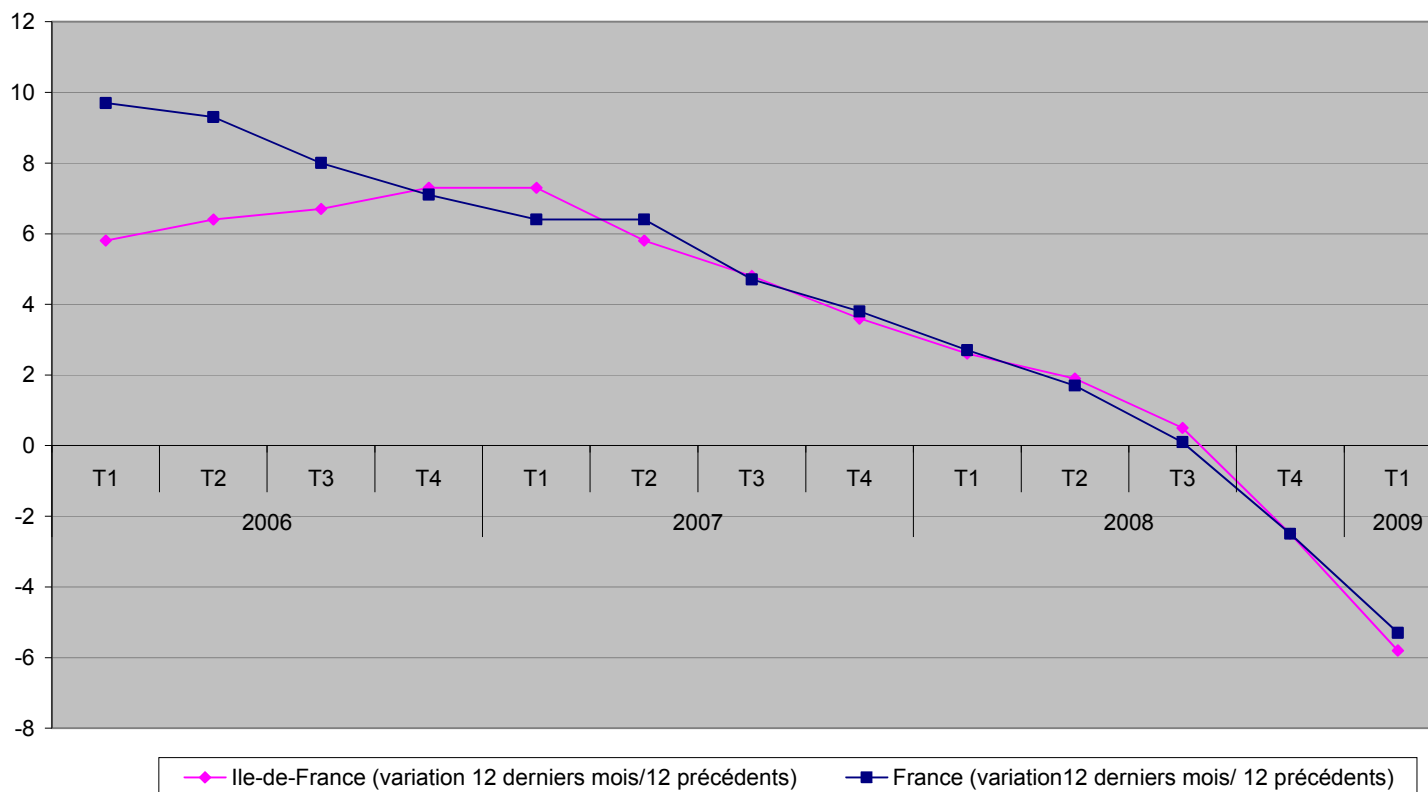
—▲— France —◆— Ile-de-France —◇— Paris (appartements)

Comprendre pour agir



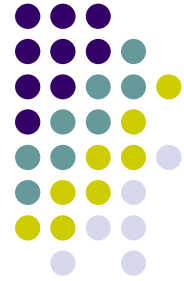
...Sachant que les indicateurs avancés sont plutôt mal orientés.

Les tendances des prix immobilier (FNAIM)
(variation annuelle : 12 derniers mois / 12 mois précédents)



Source : FNAIM

Comprendre pour agir



En résumé, on observe des signaux contradictoires dans tous les domaines.

Les tendances observées sur le marché du travail (+ montée en puissance des plans sociaux touchant les métiers du tertiaire), comme l'effondrement de l'activité dans certains secteurs structurants (comme le tourisme) incitent à penser que **l'IDF est en train de réagir de façon décalée par rapport au reste du pays.**

Beaucoup va donc dépendre de la durée de la crise à l'échelle nationale et mondiale. **Peu de signes de reprise de l'activité en dehors des effets de cycle sur les stocks et des inquiétudes légitimes sur le rythme de la consommation dans les mois à venir.**

Difficile également d'anticiper les perspectives de secteurs sur-représentés en IDF comme **la finance.**

Questions :

- Risques de surréaction francilienne ou simple effet de rattrapage ?
- Ampleur de l'accroissement des inégalités territoriales infra-régionales ? ³³